

Où est Steve ? et où va la police ?

Le sociologue Frédéric Lordon* publie le 15 juillet dans le 'Monde diplomatique' un long article qui, pour le moins, engage la réflexion sur l'état de notre société. Ses propos n'engagent que lui, mais il nous paraît utile de vous les proposer à la lecture.



On peine à le croire et pourtant il le faut. Dans la France de Macron, il est désormais possible d'aller à une fête et de n'en pas revenir. Dans la France de Macron, la police a tout pouvoir. Éborgner du manifestant, on savait ; jeter à la noyade du teufeur, on découvre. En réalité, avec ce pouvoir on n'arrête pas de découvrir. De découvrir vraiment, ou de voir révélé ? — des essences : ici le macronisme comme essence du pouvoir néolibéral, c'est-à-dire de l'État du capital quand le capital pousse tous les feux. Comme souvent, l'essence est indiquée par le premier mouvement, le plus chargé de vérité, ici celui du préfet : l'intervention de Nantes s'est déroulée « *de manière proportionnée* ». Nous voilà donc informés des proportions en vigueur sous le macronisme : une fête, un mort. La proportion, le tarif — de même que : un acte de « gilets jaunes », tant d'éborgnés.

On le sait en toute généralité : l'essence des institutions commande le mensonge. Car les institutions ne vivent plus pour ceux qu'elles sont censées servir : elles vivent pour elles-mêmes, et n'ont plus cas que d'elles-mêmes. Si la persévérance requiert de mentir, on mentira. Et comme les institutions sont des lieux de pouvoir, ça requiert beaucoup. Alors on ment beaucoup.

Cependant il y a tout de même des variations historiques. Lorsque la légitimité s'effondre, l'institution n'a plus que le recours de se mettre à mentir chroniquement, et puis énormément. Non seulement la fréquence, mais la taille des mensonges n'en finissent plus de croître, jusqu'au tragico-grotesque — registre caractéristique du macronisme : l'ignoble gorafisé. Par exemple, le cas de Geneviève Legay (1). Contre

Le procureur, qui bien sûr s'était empressé de mentir, les vidéos ont fini par faire voir la vérité. Dans les coordonnées de la langue préfectorale-policière, évidemment validée comme telle par les médias (« on ne fait que rapporter, c'est plus objectif »), tout le débat a tourné autour de la question de savoir si Geneviève Legay a, ou non, « été en contact avec la police ». Dans une langue qui n'aurait pas encore été martyrisée, « être en contact avec » signifie plutôt quelque chose comme « avoir pris langue pour se présenter ». Dans la police de Macron, les présentations se font par bouclier interposé. On se met en rapport avec le bouclier — ou avec la matraque, c'est selon (un tir de LBD, non, c'est autre chose, il reste une distance, il faut encore briser la glace).

**Non seulement la fréquence,
mais la taille des mensonges
n'en finissent plus de croître,
jusqu'au tragico-grotesque**

Voilà où nous en sommes. Vienne le corps de Steve (2) à être retrouvé, on peut déjà redouter ce qui suivra de l'expertise médico-légale — qu'il était alcoolisé ou sous substance, et que *telle* est la raison. Comme telle avait été la raison d'Adama Traoré, dont on ne souvient plus bien d'ailleurs si elle était celle de l'infection généralisée (procureur) ou des 400 mètres courus en 20 minutes (expertise médicale d'État). Par quoi, au passage, on mesure aussi l'extension du périmètre des menteurs. Par cercles concentriques : le président « il n'y a pas de violences policières », le ministre de l'intérieur « il n'y a pas de violences policières », donc forcément à leur suite le collaborateur de TF1 [« il n'y a aucun blessé grave »](#), puis logiquement, les préfets, les procs (idéalement il faudrait écrire « procureurs » en entier car, avec « procs », une typo peut avoir des effets regrettables), l'IGPN « il n'y a pas de violences policières », et donc également la médecine légale « 400 mètres c'est tout de même un effort », et puis, dans son genre, la chefferie de l'AP-HP qui, comme à la belle époque, fiche les amochés de la police, en jurant n'avoir rien fait de tel, la preuve c'est qu'elle promet de ne pas livrer les fichiers à la police.

En bout de chaîne les médias. Cas plus retors, qui ne ressortit pas *toujours* au mensonge à proprement parler. Certes, on peut toujours compter sur le collaborateur de TF1 (on n'a pas souvenir que, de l'intérieur du champ journalistique, la moindre condamnation sérieuse ait été émise à l'endroit de Georges Brenier), et puis aussi sur un épisode propice qui fait revenir le naturel (« les casseurs envahissent la Pitié-Salpêtrière »). Pour le reste, s'exonérer du mensonge d'institution (du mensonge du bloc des institutions hégémoniques) ne demande que de *ne pas parler*. Rien dit, pas menti.

On ne peut pas dire qu'on se soit bousculé pour parler de Steve. Plus exactement, et c'est presque pire, « on en a parlé » — se récrieront les médias. Qui ont depuis longtemps appris à cultiver cet art paradoxal de parler en ne parlant pas : on « en parle », c'est-à-dire on rapporte, factuellement, alors on peut se dire à jour de tous ses devoirs « d'informer », mais dans un articulet, voire une simple dépêche bâtonnée, enfouie dans les profondeurs du journal ou du site Web, et *on n'y revient pas*. De sorte qu'on en a parlé sans en parler — du grand art. On écrira désormais : on en a « parlé ». Quand la presse veut parler de quelque chose, nul n'en ignore. La canicule, les pitreries one-man-show-grand-débat de Macron : on en a parlé. Le [référendum Aéroports de Paris](#), on en a « parlé ». La mort de Steve, « parlé », pareil.

On ne peut pas dire qu'on se soit bousculé pour parler de Steve

Il arrive aussi qu'inexplicablement, après une longue catatonie, la chape se soulève. Après deux mois de déni des [violences policières contre les « gilets jaunes »](#), la presse, soudain, s'était décidée à en parler, mais sans guillemets. Réveil étrange au demeurant, essentiellement focalisé sur les LBD — aller au plus spectaculaire — pour laisser dans l'ombre la cohorte des « petites violences », celle, misérable, qui dit pourtant l'arbitraire de l'État dans l'État, et indique une tendance installée, un nouveau régime. Et puis rendormissement. Ici pareil : après trois semaines de silence, *Le Monde* fait un [article sur Steve](#), mais un vrai article qui, étonnamment, dit quelque chose. *Libération* ne veut pas être en reste : une « couv » dès le lendemain. La pompe mimétique est amorcée : d'autres devraient suivre. Et le cycle énervé de l'imitation concurrentielle parcourue, le sentiment du devoir accompli, on passera sans doute à autre chose. On se retiendra donc de pavoiser prématurément, car parler vraiment, parler pour amener un gouvernement policier à s'expliquer, requiert plus que de parler : de *faire campagne*. « [Allô Place Beauvau, c'est pour un signalement](#) », ça, c'est parler. Mais après tout on ne sait pas, ça pourrait s'étendre. Les journalistes en sont venus au point d'avoir dû rédiger un « guide de survie » pour aller dans les manifs sous le macronisme. Les éditocrates et les vedettes du micro/écran ne cillent pas, mais dans les soutes, en plus de la précarisation, ça commence aussi à « détester la police ».

C'est nouveau. Quoique d'une nouveauté conforme aux enseignements d'une sociologie ordinaire : ce que vivent les autres classes, tant que vous ne l'avez pas expérimenté vous-même, rien ne rentre. Les violences policières, l'abus et l'arbitraire extrêmes, tant que c'était confiné aux quartiers des banlieues : rien. Énorme progrès avec les « gilets jaunes », s'il est cher payé (atrocement pour certains) : des couches bien plus larges de la population — y compris des journalistes ! — savent désormais ce qu'il y a lieu de penser de la police : une milice fascistoïde.

Ce que vivent les autres classes, tant que vous ne l'avez pas expérimenté vous-même, rien ne rentre

Dans un texte méconnu, de ceux qu'on dit injustement « secondaires », Bourdieu, dialoguant avec Jacques Maître (3), évoque ces transactions étranges qui se jouent entre les institutions et les individus qui les rejoignent (« qui les choisissent parce qu'elles les ont choisis » dirait-il), transactions implicites par lesquelles les individus trouvent dans l'institution une solution d'assouvissement de certaines pulsions, et les institutions un matériel pulsionnel à exploiter à leurs propres fins. En quelque sorte un échange de bons procédés entre les nécessités fonctionnelles des unes et les nécessités pulsionnelles des autres. Il n'est probablement pas d'institution qui, mieux que la police, illustre cette forme de troc inavouable, dont on trouverait sans doute la trace de bas en haut de la hiérarchie.

Žižek, pour sa part (4), ajoute que le pervers se caractérise en ceci qu'il peut donner carrière à ses pulsions les plus viles en s'exonérant de toute culpabilité du fait de s'abriter derrière quelque grande Justification, de quelque Autorité requérante : le service de Dieu, la Cause, le Devoir, l'État (protéger son autorité). En haut : dans un échantillon de veulerie journalistique difficilement surpassable, *Paris Match* [nous](#)

[informe](#) que le préfet Lallement rejoint ses réunions « maintien de l'ordre » « *en rangers et en pantalon commando* » — mais hésitera peut-être à nous montrer sa [pavane glaçante](#) où il faut se retenir pour ne pas voir un sadique en liberté. En bas : la totale détente des flics qui gazent à bout portant les malheureux militants climatiques du pont de Sully, bonheur du corps parfaitement à son affaire gazeuse en main, libéré de toute réserve, jouissant d'une position de domination et d'impunité sans une ombre... jusqu'au moment gorafique où le grotesque reprend le pas sur l'ignoble, et [le commandant des CRS perd connaissance](#) sous les gaz qu'il fait lui-même asperger !

Mentir, dans ces conditions, c'est vraiment la moindre des choses. En réalité, on peut tout dire, et tout faire. On peut tuer une octogénaire d'un tir visé tendu et puis refuser de fournir les matériels qui permettraient d'établir des preuves. Non sans avoir bien sûr souillé sa mémoire en prétendant que la grenade lacrymogène n'y était pour rien. En fait on n'en finirait pas de dresser le tableau de l'ignominie policière-judiciaire-préfectorale-gouvernementale qui s'est donnée en spectacle depuis deux ans. Sans doute bien entamé à la fastueuse époque du socialisme pragmatique sous Hollande et Valls. Mais quand même avec un nombre de crans impressionnants franchis depuis lors.

On se souvient de ce tour de l'inconscient qui avait conduit Macron à cet aveu échappé, ensuite transformé en élément de langage et retrouvé en bouillie dans la bouche de Griveaux, aveu que le mouvement des « gilets jaunes » faisait un tort considérable à « *l'image de la France à l'étranger* » (5). Bien sûr dans « le mouvement des "gilets Jaunes" », nous étions invités à entendre, non pas l'épisode, mais les « gilets jaunes » eux-mêmes — « *une infime minorité violente* » avait dit Macron. Qui pour le reste avait vu assez juste, mais pas comme il croyait. Car il est certain que l'« image de la France à l'étranger » est désormais passablement « *détériorée* ». L'« étranger » n'en disconvient pas d'ailleurs, il le dit même de manière de plus en plus nette. *Die Welt*, qui n'est pas exactement une feuille de squatteurs berlinois, [titre sur la police française](#) : « La plus brutale d'Europe ». Le moment ne devrait pas tarder où l'on lira — mais dans la presse étrangère seulement — des mises en comparaison de la pratique gouvernementale-policière française et de celle d'Erdoğan. C'est qu'à l'aveugle (sans la reconnaissance des lieux, des tenues, etc., qui identifient), on peine déjà à dire quelles images viennent d'où. Pourtant, d'ici que l'éditocratie française en vienne à lâcher sa scie du « libéralisme » de Macron et de l'« illibéralisme » de Salvini-Orbán-Erdoğan, [son théâtre de Guignol préféré](#), son objet transitionnel, sa certitude du bon dodo, il va en falloir de l'œil crevé et de la main arrachée.

Pendant ce temps, le niveau des eaux boueuses du macronisme n'en finit pas de monter. Une mer de boue en fait, car le délire policier ne trouve ses autorisations que dans un climat d'ensemble — le macronisme, précisément. « Macronisme » est la dénomination française de ce que Tariq Ali, puis Alain Deneault, ont appelé « l'extrême centre ». Il y a quelque chose de très profond dans cette appellation, et pas seulement un effet d'oxymore, quelque chose de très profond qui dit le lieu véritable de la radicalisation dans les sociétés néolibérales. Ça n'est nullement un hasard que ce soit depuis le cœur de ces sociétés, le cœur des dominants, que soit diffusée cette catégorie de « radicalisation », comme de juste sur le mode projectif-inversé : pour en réserver l'application à tout ce qui n'est pas eux quand les véritables radicalisés, ce sont eux.

Les indices les plus accablants ne sont pas forcément les plus spectaculaires. Certes nous savons que nous sommes sous la coupe d'un pouvoir de sociopathes, qui mutile sans un mouvement de conscience, et dont il n'est pas extravagant, au point où nous en sommes, d'imaginer qu'il pourrait faire tirer sur la foule si sa protection l'exigeait. Mais les mouvements collectifs de pensée et de discours de la base des convaincus dont ce gouvernement se fait une ceinture protectrice, quoique moins directement, physiquement, destructeurs, ne sont pas moins inquiétants pour autant. Le malheureux chef des Décodeurs du *Monde* qui devait sans doute communier dans la représentation centrale de son journal, où la violence est réservée aux extrêmes « usuels » — l'extrême droite et « l'extrême gauche », avec l'avantage indéniable de pouvoir mettre un signe « égal » entre le RN et la France Insoumise — et qui pensait probablement, sur cette base que le macronisme avait l'évidence démocratique du barrage, a découvert à ses dépens la vérité de l'extrême centre, des armées de trolls macroniens, parfois automatisées, parfois décentralisées, d'une morgue, d'une arrogance de classe et d'une violence verbale inouïes — au point de lui faire jeter l'éponge et se retirer des réseaux sociaux. Paradoxe qui, en raccourci, dit tout de l'époque : c'est la macronie qui aura eu la peau de Samuel Laurent !

On aurait tort de croire le phénomène strictement français : il a la même généralité que le néolibéralisme international. En mai 2018, une tribune publiée par un chercheur en sciences politiques dans un *New York Times* sans doute passablement déboussolé [avait fait découvrir](#) que, dans un assez large spectre de pays, les électeurs du centre étaient les plus sceptiques en les valeurs de la démocratie, et les plus enclins, s'il le fallait, à en congédier les institutions caractéristiques, notamment les élections et la presse libres, et à soutenir des régimes autoritaires, et ceci dans des proportions plus importantes que même l'extrême droite et l'extrême gauche ! Le macronisme est la parfaite émanation de cette inclination violemment antidémocratique des « démocrates », ce « centre » que la presse célèbre depuis des décennies, dont elle a épousé toutes les positions, et dont on se demande jusqu'où il faudra aller pour obtenir d'elle le premier décollement.

La « République du centre », cet éden de rationalité apaisée et de pragmatisme bien urbain, [jadis célébrée par Rosanvallon, Furet et Julliard](#) pour convaincre (avec succès) le PS d'enfin se rendre à la raison, peine, au bout de trois décennies, à masquer son vrai visage : celui d'une bourgeoisie possédante totalement dégondée. Le « centre » a la tête de malade mental de Macron, celle de voyou des plages de Castaner, et celle d'emmuré de Philippe. Il est assis sur un stock renouvelé de munitions LBD, et adossé à une police qui le tient bien plus qu'il ne la tient. Car évidemment, propre de tous les pouvoirs aux abois, le rapport de force hiérarchique interne s'est complètement renversé. Un gouvernement qui ne se maintient plus que par elle tombe nécessairement dans la main de sa police. Aux inclinations spontanées des gouvernants, s'ajoutent les coudées franches qu'une police sûre de sa position leur extorque. De là qu'« il n'y a pas de violences policières ». Où est Steve ? On ne sait pas. On s'en fout.

***Frédéric Lordon** est un sociologue, philosophe et économiste français. Il est chercheur au Centre de sociologie européenne et est directeur de recherche à la section 35 du CNRS